



**"Nous avons la liberté de parole,
mais ni sécurité ni responsabilité"**

© AFP

Afghanistan

**Sept ans de gouvernement de Hamid Karzaï :
quels bénéfices pour la liberté de la presse ?**

Mars 2009

Enquête : Vincent Brossel, Jean-François Julliard, Reza Moïni

Reporters sans frontières

47, rue Vivienne - 75002 Paris

Tél : (33) 1 44 83 84 84 - Fax : (33) 1 45 23 11 51

E-mail : asie@rsf.org

Web : www.rsf.org

Afghanistan

Sept ans de gouvernement de Hamid Karzaï : quels bénéfices pour la liberté de la presse ?

Le règne des taliban en Afghanistan, entre 1996 et 2001, a été une période noire dans l'histoire du pays. Toutes les libertés, sauf celle de prier, ont été confisquées pendant cinq ans. Le gouvernement afghan et la communauté internationale présentent aujourd'hui la liberté de la presse comme l'un des acquis de la période post-taliban. L'apparition de centaines de médias, notamment des radios et des télévisions privées, a effectivement profondément modifié la manière dont les Afghans sont informés. Mais les journalistes ne bénéficient toujours pas, plus de sept ans après la chute des taliban, de la sécurité nécessaire à l'exercice de leur métier. La presse doit faire face à de nouvelles menaces – mafias de la drogue et du kidnapping, politisation du crime "blasphème", etc... – que le gouvernement d'Hamid Karzaï n'a pas réussi à endiguer. Si tant est qu'il ait souhaité le faire.

Reporters sans frontières a mené une enquête en janvier 2009 en Afghanistan. Les représentants de l'organisation ont rencontré le ministre de la Justice, le ministre de la Culture et de l'Information, le directeur de la communication du chef de l'Etat, un membre du Conseil des oulémas, des représentants de la société civile, des correspondants de la presse étrangère, des officiers de la Force internationale de sécurité et d'assistance (ISAF) et des diplomates, ainsi que de nombreux journalistes et des associations professionnelles de Kaboul, Kandahar, Mazar-i-Charif et Herat.

La crise sécuritaire, politique et économique qui frappe l'Afghanistan a des répercussions graves sur le travail des journalistes. Tous les citoyens sont en danger, et notamment les professionnels de l'information. L'Etat est incapable d'assurer la sécurité la plus élémentaire des journalistes. Ainsi, de juin 2007 à janvier 2009, Reporters sans frontières a relevé pas moins de 24 agressions, 35 menaces de mort, 14 interpellations et 7 enlèvements. Des dizaines d'autres journalistes, essentiellement des femmes et des correspondants en province, ont été contraints de démissionner en raison de pressions extérieures. De son côté, l'organisation afghane NAI a documenté, pour l'année 2008, 50 graves violations de la liberté de la presse, dont 28 commises par les autorités et 6 par les taliban. Mir Abdul

Wahed Hashimi, responsable de NAI, analyse les résultats de ses enquêtes : "La majorité des attaques contre des journalistes ont eu lieu à Kaboul, car il y a de moins en moins de journalistes indépendants dans le Sud."

La liberté de la presse, priorité du gouvernement ?

Reporters sans frontières appelle le président Hamid Karzaï et la communauté internationale à faire de la défense de la liberté de la presse l'une de leurs priorités.

L'Afghanistan compte près de 300 journaux, dont 14 quotidiens, au moins 15 chaînes de télévision et des centaines de radios privées, ainsi que sept agences de presse. Le pays n'a jamais connu telle floraison de médias et de journalistes. Le pluralisme est une réalité incontournable que l'on doit à la politique du président Hamid Karzaï et de la communauté internationale. Mais, parallèlement, les violences contre la presse n'ont cessé d'augmenter. Et, dans ce domaine, les preuves de l'engagement des autorités pour y mettre un terme sont plus que ténues.

Farida Nekzad, de l'agence indépendante *Pajhwok*, résume ainsi l'insécurité qui touche les journalistes : "Notre premier souci, c'est l'hostilité de l'opposition armée, et plus particulièrement de certains groupes de taliban. Ensuite, le poids de la religion et de la tradition menacent le droit des femmes à être journalistes. Les chefs de guerre représentent quant à eux une menace pour tous les journalistes qui s'opposent d'une manière ou d'une autre à leur pouvoir. Enfin, les forces internationales empêchent l'accès au terrain ou aux informations, notamment lorsque surviennent des "bavures".

La majorité des journalistes afghans interrogés saluent les avancées obtenues depuis 2001. "Il est évident que beaucoup a été fait. La liberté d'expression est une réalité de tous les jours, mais nous devons affronter des problèmes récurrents : l'absence de protection pour les journalistes en province, les difficultés dans l'accès à l'information, notamment de la part du gouvernement, et la mauvaise volonté des autorités de faire respecter la

Afghanistan

Sept ans de gouvernement de Hamid Karzaï : quels bénéfices pour la liberté de la presse ?

Constitution et les lois qui, pourtant, nous protègent", affirme le Dr Ayubi, directeur adjoint de la chaîne *Bakhtar TV*.

Comment le gouvernement et la communauté internationale peuvent-ils prétendre lutter contre la corruption qui gangrène l'Etat sans une presse libre capable d'exposer les travers de la mauvaise gouvernance ? Comment peut-on combattre le trafic de drogue alors que les enquêtes sont rendues impossibles dans le Sud, région largement sous contrôle des taliban ? Comment enfin lutter contre l'obscurantisme des taliban si le gouvernement n'est pas capable de défendre la liberté de parole ? Comment faciliter le développement économique si des régions entières sont privées d'informations sur les nouvelles opportunités offertes ? Comment, enfin, connaître et dénoncer les exactions commises par les taliban et les chefs de guerre si les journalistes ne sont plus en sécurité dans une vaste partie du pays ?

Pour les Afghans, et notamment les jeunes, qui représentent la majorité de la population et qui ont accueilli avec enthousiasme l'arrivée des médias privés, la liberté de la presse n'est pas un luxe mais une nécessité. Les médias afghans sont pour eux indispensables pour juger qui devra demain gouverner le pays, alors que l'élection présidentielle va se tenir en août prochain.

La majorité des observateurs interrogés estime que l'espace de liberté pour s'exprimer sur la religion ne s'est jamais accru. Certains le regrettent. "Des intellectuels comme Mohahqeq Nasab ont essayé d'ouvrir le débat, mais ils ont été tout de suite empêchés par les conservateurs et la justice", explique Shahir Ahmad Zahine, l'un des fondateurs du groupe *Killid*. D'autres appellent à la patience. "Notre société n'évoluera que très lentement sur ce sujet. Ce n'est pas aux journalistes de forcer le débat", précise Fahim Dashty du *Kabul Weekly*.

De son côté, Fazel Ahamad Manawi, porte-parole du Conseil des oulémas, est catégorique : "Le Conseil des oulémas d'Afghanistan respecte la liberté d'expression et la considère comme un acquis important. Mais la liberté d'expression, cela ne veut pas dire l'in-

sulte du sacré et des sentiments religieux du peuple. Dès qu'il y a une attaque contre la Charia et l'islam, le devoir du Conseil des oulémas est de prendre position."

Dans ce contexte, Reporters sans frontières estime qu'il est urgent que le gouvernement promulgue la nouvelle loi sur la presse actuellement en débat, lutte contre l'impunité des assassins de journalistes et mette en place les mesures nécessaires pour faire cesser les menaces et les attaques. Le porte-parole de la présidence, Humayun Hamidzada, a affirmé à Reporters sans frontières que la "liberté de la presse était l'une des priorités du gouvernement", tout en précisant que "la liberté d'expression faisait l'objet d'abus de la part de beaucoup trop de monde, notamment pour calomnier sans preuve". Si la défense de la liberté de parole est négligée, le gouvernement risque de perdre la confiance des journalistes afghans et le soutien de l'opinion publique internationale, compliquant ainsi la tâche des Etats et l'Union européenne, qui soutiennent financièrement, militairement et politiquement l'Afghanistan.

"2009 est l'année de tous les dangers pour la presse afghane. La situation sécuritaire et les tensions pré ou post-électorales nous obligent à la plus grande vigilance", affirme un responsable de la mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA). "Pour assurer sa réélection, le gouvernement va être obligé d'entraver la circulation de l'information, car la situation dans le pays est déplorable. Nous risquons d'avoir d'autant plus de mauvaises surprises que le soutien international en faveur des médias est moins fort qu'auparavant", s'inquiète Barry Salam, directeur du réseau de radio *Good Morning Afghanistan*. "Nous sommes libres, mais sans protection et sans responsabilité", résume-t-il.

Les taliban, prédateurs de la liberté de la presse

L'opposition armée - et plus particulièrement les groupes taliban - porte la principale responsabilité dans ce climat d'insécurité. Menaces et harcèlement par téléphone, accusations d'espionnage et kidnappings de journalistes ont instauré un sentiment de peur

Afghanistan

Sept ans de gouvernement de Hamid Karzaï : quels bénéfices pour la liberté de la presse ?



Ajmal Naqshbandi

dans la profession. Le souvenir de l'assassinat du journaliste Ajmal Naqshbandi par des taliban affiliés au mollah Dadullah, mais également celui du régime de censure absolue qui a prévalu à l'époque de l'Emirat islamique dirigé par le mollah Omar, n'incitent pas à penser que les djihadistes afghans se sont réconciliés avec la liberté de parole. Ils demeurent de dangereux prédateurs de la liberté de la presse.

Si les taliban ont, à plusieurs reprises, invité des journalistes afghans et étrangers à couvrir leurs activités ou adressé des messages rassurants à la presse, ils n'acceptent pas que celle-ci se déplace librement sur leurs "territoires", ni qu'elle interviewe les témoins de leurs exactions. Un journaliste, cité dans un récent rapport de l'organisation International Crisis Group (ICG) affirme que deux élèves d'une école publique ont été tués par un taleb après avoir discuté avec lui.



DR

Daniel Mastrogiacommo et son équipe enlevés par les taliban

Reporters sans frontières ne se fait aucune illusion sur la conception de la liberté de la presse défendue par les taliban. Dans un rapport publié en 2000, l'organisation dénonçait un pays "sans informations et sans images" où le journalisme était réduit à un état misérable.

En Afghanistan, le site Internet des taliban, en trois langues, est très actif et régulièrement actualisé. Les articles et les commentaires appellent au djihad. Sur le modèle de ce qui se fait dans les zones tribales pakistanaises où les groupes djihadistes utilisent les radios FM pour imposer la terreur, désignant régulièrement leurs prochaines cibles. Reporters sans frontières considère que ces radios et ces

sites Internet affiliés aux taliban sont des "médias de la haine" qui font l'apologie du terrorisme et de la violence.

De plus, les techniques terroristes inspirées par Al-Qaïda et les groupes djihadistes pakistanais mettent en danger les journalistes qui sont souvent appelés à être au plus près des personnalités lors des événements publics. Dans le sud de l'Afghanistan, en 2007, un cameraman avait été tué dans un attentat attribué aux taliban. Et, le 14 janvier 2008, Carsten Thomassen, journaliste norvégien du quotidien *Dagbladet*, est mort des suites de ses blessures dans un attentat suicide qui a frappé l'hôtel Serena, à Kaboul. L'attaque, revendiquée par les taliban, a tué huit personnes. L'un des taliban a été arrêté et condamné à mort. De l'autre côté de la frontière, au Pakistan, pas moins de six journalistes sont morts dans des attaques similaires de djihadistes. Le dernier en date, Musa Khankhel, a été égorgé et fusillé dans la vallée de Swat.

Malgré tout, les taliban réussissent, par la menace, mais aussi par une politique de communication élaborée, à faire passer leurs messages. Il serait bien sûr inadmissible d'interdire aux médias, comme a tenté de le faire un temps le gouvernement afghan, de citer ou de rencontrer des membres de l'opposition armée. Mais il est également important d'établir des règles professionnelles pour ne pas servir de simple courroie de transmission de la propagande d'ennemis déclarés de la liberté de la presse. "Les taliban ont besoin des médias pour faire passer leurs messages, récolter des fonds, notamment à l'étranger, mais aussi pour se faire plaisir. En cela, ils ont une meilleure politique de communication que le gouvernement", affirme Carlotta Gall correspondante à Kaboul du quotidien américain *New York Times*.

**Menaces, enlèvements, assassinats :
une dégradation très nette
des conditions de sécurité**

Deux professionnels de la presse ont été tués en 2008, une cinquantaine d'autres ont été blessés ou agressés. Les menaces dont sont la cible les journalistes afghans et étrangers pré-

Afghanistan

Sept ans de gouvernement de Hamid Karzaï : quels bénéfices pour la liberté de la presse ?

sents dans le pays sont de plus en plus diversifiées. Aux taliban, qui n'ont jamais cessé de menacer de mort les journalistes qui ne se plient par à leurs demandes, sont venus s'ajouter des criminels et des groupes mafieux. La forte augmentation de ce double phénomène a contribué à l'aggravation des conditions de sécurité de tous les Afghans. En 2008, près de 2 000 civils afghans ont été tués, dont près de 1 000 par les taliban et près de 400 par les forces armées afghanes ou internationales.

Au moins six journalistes étrangers ont été kidnappés en Afghanistan depuis 2008. Face à cette situation, les ambassades appellent à plus de précautions : "L'Afghanistan ne doit pas être un terrain pour les jeunes journalistes qui cherchent à se faire un nom. Ce doit être un pays réservé aux reporters expérimentés. Il est maintenant obligatoire de suivre des consignes de sécurité précises, notamment des contacts réguliers entre le journaliste et son média", estime l'ambassadeur de France, Jean d'Amécourt.

Les correspondants des médias étrangers,

plus nombreux en raison de l'intensification du conflit, s'imposent des règles de sécurité très strictes. "Nous évaluons la nécessité de chaque déplacement et la sécurité de nos locaux a été renforcée", explique la chef du bureau de l'Agence France-Presse à Kaboul. "Je suis arrivée en janvier 2007 et je n'avais aucun problème pour travailler à Kaboul. Avant mon départ, fin 2008, on sortait très peu du bureau. La peur des kidnappings a complètement changé la relation des journalistes étrangers au pays. On perdait le contact avec la population", explique Constance de Bonaventure, ancienne correspondante de *Radio France Internationale* à Kaboul.

Le climat d'insécurité a un impact direct sur la qualité de l'information et la capacité, pour les médias, de faire état de la situation dans les régions connues pour être dangereuses. Ekram Shinwari de la radio américaine *Voice of America* (VOA) lie la montée des menaces des "groupes criminels difficiles à identifier" aux rançons payées par certains gouvernements étrangers dans des affaires de kidnapping. "Ces mafieux savent que les employés des

Un journal disparaît sous la pression



Payman était un quotidien bien établi. Et pourtant, en quelques semaines, tout a basculé et la direction a été contrainte de saborder le journal le 10 février 2009. Après avoir publié par erreur, un mois auparavant, un texte contenant des commentaires sans fondement sur les religions, *Payman* a été victime d'une intense campagne hostile de la part des conservateurs, mais aussi du gouvernement. Malgré des excuses publiques, la rédaction a été perquisitionnée, des journalistes ont été arrêtés, les responsables du titre ont été menacés de mort, sans que les autorités n'interviennent en leur faveur.

L'un des journalistes de *Payman* qui a été arrêté témoigne : "Après ma libération, j'ai été suivi par des hommes armés (...) J'ai ensuite été obligé de changer de domicile chaque soir. Après les déclarations hostiles du Sénat à notre égard, je crains pour ma vie. Je ne veux pas quitter mon pays avec cette accusation de "blasphème" contre moi. Même quand j'étais en prison, des personnes ont menacé mon frère en lui affirmant qu'ils pouvaient me faire tuer dans la prison."

Le Conseil des oulémas est directement intervenu pour que le journal soit poursuivi. Ainsi son président, le mollah Shinwari, a publié le lendemain de la parution de l'article, un communiqué condamnant cet acte d'islamophobie.

Les autorités ont une lourde responsabilité dans la disparition de *Payman*. En effet, le procureur a maintenu les poursuites alors que le journal avait présenté ses excuses. Un mandat d'arrêt a même été lancé contre Syed Ahmad Hashemi, le directeur du journal, qui était à l'étranger au moment des faits.

Ces poursuites pourraient avoir été engagées dans le but de faire taire un journal critique envers le gouvernement, notamment sur les sujets de corruption. Mahsa Taei (photo), l'une des responsables de *Payman*, n'en démord pas : " Le journal a été pris en otage par la politique et le gouvernement est derrière cette affaire."

Afghanistan

Sept ans de gouvernement de Hamid Karzaï : quels bénéfices pour la liberté de la presse ?

médias, notamment étrangers, sont des proies faciles et rentables", précise le journaliste.

Les menaces les plus courantes auxquelles sont confrontés les reporters sont les SMS et les appels reçus sur les portables. Pour les reporters des médias les plus influents, il peut s'agir de plusieurs messages par jour provenant des taliban, de responsables politiques, de fonctionnaires ou d'inconnus. "Je reçois ce genre d'appels tous les jours et il arrive que je ne puisse pas répondre. Quand je rappelle, ils me menacent et en plus c'est moi qui paye", s'exclame Ekram Shinwari.

"Au début, nous avons essayé de faire des enquêtes sur la drogue et les kidnappings. Mais c'est devenu trop dangereux. Les criminels sont trop puissants. Voyez ce qui est arrivé à Rohani, correspondant de la BBC à Kandahar, alors qu'il avait réalisé des reportages sur le trafic de drogue. Ils l'ont tué. Il y a de plus en plus d'autocensure sur les connexions des trafiquants, des kidnappeurs et de ceux qui s'enrichissent grâce à leurs contacts politiques. Qui va avoir le courage d'enquêter sur des personnes qui peuvent si facilement vous éliminer ?", explique le directeur d'une radio de Kaboul qui a souhaité rester anonyme, comme plusieurs des interlocuteurs rencontrés par Reporters sans frontières.

"Aujourd'hui, quand j'ai une information sur un baron de la drogue, je la donne à un journaliste étranger. Car je ne me sens pas en sécurité pour la publier dans mon journal. Bien entendu, je peux faire des reportages sur les drogués à Kaboul ou écrire des éditos dénonçant l'implication de hauts responsables. Mais citer des noms, c'est trop dangereux", affirme le directeur d'un journal national.

L'origine des menaces est parfois difficile à établir. Qui a tenté, par exemple, de s'en prendre au célèbre écrivain et journaliste Rahnaward Zaryab, le 29 mars, dans le quartier de Makrooyan, à Kaboul ? Un homme armé a été mis en fuite par les voisins du journaliste, alors qu'il s'approchait de son domicile. Qui a tenté de kidnapper Wakil Ahmad Ehsass, de VOA Ashna TV, devant son appartement de Kaboul ? Les assaillants sont partis

avec sa voiture, mais il continue à recevoir des menaces.

Ismail Saadat, du *BBC World Service*, confirme que les groupes mafieux ont des relais au sein de l'Etat : "La mafia qui vit de la drogue et des kidnappings a intérêt à rester une menace invisible. Elle peut imposer la peur aux médias afghans et étrangers sans s'exposer."

"Nous obtenons tous des informations sur des officiels impliqués dans le trafic de drogue, à travers nos réseaux, mais personne n'ose apporter de preuves matérielles. Même certains anciens ministres qui ont des dossiers sur des barons de la mafia ne veulent pas les fournir à la presse", explique le rédacteur en chef d'un hebdomadaire de Kaboul.



Zakia Zaki

Le président Hamid Karzaï a été plusieurs fois interrogé publiquement sur des cas de journalistes assassinés. Ainsi, en août 2008, lors d'une rencontre avec une association de journa-

listes afghans, le mari de la journaliste assassinée Zakia Zaki l'a interpellé, mais le chef de l'Etat n'a pas répondu. Pourtant, dans les semaines suivant l'assassinat, le chef de l'Etat avait téléphoné deux fois au mari pour l'assurer de son soutien. "Mais, depuis, rien. Je crains que ceux qui ne veulent pas que cette enquête aboutisse aient réussi à le faire changer d'avis", a-t-il expliqué à Reporters sans frontières.

Le ministère de l'Intérieur n'a pas été capable de fournir des informations sur l'état d'avancée des enquêtes sur les assassinats de Zakia Zaki, d'Abdul Samad Rohani et des journalistes allemands Karen Fischer et Christian Struwe. Interrogé par Reporters sans frontières, le ministre de la Justice Sarwar Danish a, de son côté, promis de prendre en main ces dossiers pour résoudre ce "problème réel".

Multiplication des arrestations de journalistes

La multiplication des arrestations de journalistes de la part de la police, de la National Directorate of Security (NDS, services secrets) ou des taliban renforce encore ce sentiment d'insécurité. Ainsi, en octobre 2008,

Afghanistan

Sept ans de gouvernement de Hamid Karzaï : quels bénéfices pour la liberté de la presse ?

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**

POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Mirhaidar Motahar, directeur du journal *Arman Meli*, a été détenu pendant une dizaine d'heures par la police à Kaboul. Il avait publié un article extrêmement virulent, intitulé "Le coup d'Etat de Karzaï", dans lequel il dénonçait la "mainmise des Pachtouns sur le gouvernement".



Naseer Fayyaz

De son côté, Naseer Fayyaz, présentateur de la chaîne de télévision privée *Ariana TV*, a passé deux jours aux mains des agents de la NDS, en juillet 2008. Il a été arrêté sur ordre du gouvernement pour avoir "prononcé des insultes à l'encontre de deux ministres et du président de la République islamique". Son programme d'informations, "Haqeeqat" (Vérité), était réputé pour la qualité et l'indépendance des enquêtes mais, selon plusieurs journalistes afghans, Naseer Fayyaz a commis des dérapages en attaquant personnellement certains ministres. Il a traité de "voleurs" les ministres du Commerce et de l'Énergie, ce qui avait entraîné l'intervention immédiate de policiers dans les locaux d'*Ariana TV*, pour interrompre l'émission. Le journaliste a perdu son travail suite à cette interpellation.

Les autorités, interrogées sur ces affaires, ont répliqué que la loi interdisait à la presse d'attaquer personnellement et sans preuves. Si les journalistes ne sont certes pas au-dessus des lois, il est regrettable que la première réaction des autorités afghanes soit d'ordonner leur arrestation. Ainsi, dans l'affaire de Naseer Fayyaz, un compte rendu d'une réunion du Conseil des ministres avertissait que "certains médias audiovisuels et imprimés accusent et insultent les personnalités nationales, telles que les ministres. Les accusations étaient loin de la vérité. (...) Le Conseil des ministres prévoit que les individus comme lui et tous ceux qui, dans les médias, portent des accusations sans fondement seront poursuivis par le procureur à la demande du ministre de l'Information et de la Culture".

L'armée américaine est également responsable de la détention récente d'un journaliste, Jawed Ahmad, collaborateur de la chaîne canadienne *CTV*, qui a passé onze mois dans la pri-



Jawed Ahmad

son de la base de Bagram. Libéré en septembre 2008, sans qu'aucune charge ait été retenue contre lui, Jawed Ahmad, surnommé Jojo Yazemi par ses collègues de Kandahar,

témoigne : "Bien entendu qu'ils m'accusaient d'être un journaliste. Mais comment peut-on travailler comme reporter dans le sud de l'Afghanistan sans contacter les taliban ? C'est normal et c'est mon droit. (...) Après les tortures du début, ils ont essayé de me déstabiliser en m'expliquant par exemple que c'était ma chaîne *CTV* qui m'avait dénoncé." Il a été assassiné à Kandahar le 10 mars.

Les policiers emploient également la force contre des journalistes. Ainsi, le 5 décembre 2008, Yar Mohammad Tokhi, cameraman de *Tolo TV*, a été frappé par un policier alors qu'il couvrait une manifestation devant un commissariat près de la capitale. En décembre également, Jawaid Rostapoor, reporter de l'hebdomadaire *Jabha-e-milli*, a été frappé par un policier qui contrôlait son sac. Le journaliste a déclaré à l'organisation NAI que le policier l'avait menacé en lui lançant : "Vous, les journalistes, vous ne nous laissez pas faire notre travail. Je déteste votre nom et votre profession."

CONCERNANT L'INSÉCURITÉ, REPORTERS SANS FRONTIÈRES RECOMMANDE :

1. Aux médias, d'accroître les dispositifs de protection en faveur des journalistes afghans, notamment en province ;
2. Au ministère de l'Intérieur, de créer une "Task force" chargée de relancer les enquêtes sur les journalistes assassinés et les agressions les plus graves ;
3. Au ministère de l'Intérieur, de mener des enquêtes sur chaque cas d'agression ou de menace, et de prendre les mesures nécessaires pour sanctionner leurs auteurs ;
4. Au ministère de la Justice, de s'assurer que les enquêtes progressent et que les dossiers complets sont transmis aux procureurs et aux juges ;
5. A la communauté internationale, de financer des programmes destinés à améliorer la sécurité des professionnels des médias.

Des "trous noirs" de l'information dans le Sud

Le sud et l'est du pays sont extrêmement instables et les journalistes sont de moins en moins nombreux à se rendre dans les régions qui échappent au contrôle des autorités, devenues des "trous noirs" de l'information. "C'est une tragédie. Nous ne pouvons plus dire avec certitude ce qui se passe dans les zones sous influence des taliban. A cause de la guerre, nous avons perdu 50 % de notre liberté. Avant, nous pouvions voyager partout dans le pays. Maintenant, nous devons nous limiter aux villes", déplore Amin Madaqiq, directeur du bureau de Kaboul de *Radio Azadi*.

"Nous ne sortons plus en voiture banalisée dans des régions où nous savons que les taliban sont présents. Ce sont nos stringers qui vont sur le terrain, mais eux-mêmes s'imposent des limites", explique un correspondant afghan d'une agence de presse internationale.

La chef du bureau de l'AFP à Kaboul soutient l'idée que des régions entières du pays, pourtant stratégiques, échappent largement à la couverture de la presse. "Entre les ordres qui nous imposent de ne pas prendre de risques, la multiplication des kidnappings et les frais que cela nécessite, nous ne pouvons plus aller dans les régions où les taliban imposent leur loi", confirme Bronwen Roberts.

Le journaliste d'une radio nationale est inquiet pour ses correspondants dans le Sud et l'Est : "En l'espace de quelques mois, nos correspondants à Khost et Kandahar ont été menacés de mort. On peut certes les faire venir à Kaboul, mais cela signifie qu'ils perdront leur travail. Les mafieux et les taliban sont en train de vider certaines régions."

"Nos reporters en province se retrouvent dans des positions très inconfortables quand nous ne diffusons pas les informations des taliban. Ils les appellent pour se plaindre et les menacer. Mais souvent ces informations sont inexactes ou nous n'avons pas réussi à obtenir la version du gouvernement", souligne un responsable du *BBC World Service* dont le correspondant a été contraint de fuir Kandahar suite à des menaces. "Notre collègue nous a dit qu'il ne sait pas qui l'a menacé. Mais il doit

penser à sa sécurité", précise le journaliste de la radio britannique.

Le témoignage d'un journaliste de Kandahar est éloquent : "Il y a quelques mois encore, quand je ne rapportais pas une information transmise par les taliban, ils me rappelaient pour m'accuser d'être un espion ou un mauvais musulman. Maintenant, ils vous condamnent à mort directement et vous traitent d'infidèle. Et cela s'ajoute aux menaces des barons de la drogue. J'ai été obligé de quitter Kandahar car je n'avais plus de moyen d'assurer ma sécurité." Si une centaine de journalistes sont toujours actifs à Kandahar, leur possibilité d'action s'est réduite. "Travailler dans les zones d'influence des taliban est trop risqué. Quand les insurgés vous laissent ressortir, ce sont les services de sécurité afghans qui vous arrêtent pour savoir ce que vous faisiez là-bas", explique le correspondant kandahari d'une radio internationale. "Un commandant taleb m'a appelé sur mon portable pour me menacer. J'ai contacté leur porte-parole pour me plaindre. Mais cela n'a rien changé car, en septembre dernier, j'ai appris par plusieurs sources qu'ils voulaient me tuer. D'autres correspondants de radios internationales ont fui Kandahar, de peur d'être victimes de cette vague d'assassinats ciblés", explique un reporter d'une radio internationale.

Les journalistes sont obligés de prendre des mesures de sécurité exceptionnelles. "Pour me rendre de mon domicile à mon travail, je changeais parfois cinq fois de véhicule. Et la plupart des correspondants de médias influents ne donnent plus leur nom ou n'utilisent plus leur voix pour la diffusion des reportages. Les correspondants à Kandahar et à Helmand du *BBC World Service*, mais aussi l'un des correspondants de *Pajhwok*, ont cessé leur activité. Trop dangereux", témoigne un journaliste kandahari.

Les cameramen et les photographes sont encore plus pénalisés car les militaires afghans et étrangers bloquent les accès aux lieux des incidents en ville et à la campagne. Mi-2008, les caméras des correspondants d'AP et de *Reuters* ont été confisquées pendant deux jours par des militaires étrangers. Ils avaient filmé le lieu de l'attaque d'un convoi, près de Kandahar.

Afghanistan

Sept ans de gouvernement de Hamid Karzaï : quels bénéfices pour la liberté de la presse ?

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Le responsable afghan d'une société qui développe des stations de radio s'alarme de la situation dans certains districts : "Dans le district du Nuristan, nous allons monter une radio. Il y a 50 000 habitants, mais une seule personne a accepté de travailler pour cette nouvelle station. Et toute l'équipe de *Radio Zalma* a été obligée de s'installer dans la capitale du district, car les menaces sont incessantes."

Mir Abdul Wahed Hashimi de NAI explique la stratégie des taliban : "Dans les médias locaux, on note de plus en plus d'autocensure sur les conditions de vie dans les régions sous leur influence. C'est imposé par la peur." D'autant que, dans certaines provinces, le nombre de médias est très limité. A Zaboul (Sud), il n'existe aucune radio indépendante. Et le directeur de *Radio Samkani*, du nom du district où elle opère, a été brièvement arrêté par des agents de la National Directorate of Security (NDS), qui jugeaient vraisemblablement qu'il devenait trop indépendant.

Carlotta Gall du *New York Times*, qui travaille en Afghanistan depuis plusieurs années, relate : "Il est encore possible de savoir ce qui se passe dans les districts tenus par les taliban auprès de ceux qui se rendent dans les villes. Mais il est trop dangereux d'aller le vérifier nous-mêmes."

Dans les zones où ils sont le plus actifs, les taliban procèdent, de plus en plus régulièrement, à l'arrestation des journalistes qui ne sont relâchés qu'une fois leur identité et leur profession vérifiées. Ainsi, Dawa Khan Menapal, de *Radio Azadi*, et Aziz Popal, de la chaîne locale *Hewad TV*, ont été libérés par les taliban après trois jours de captivité dans la province de Ghazni en novembre 2008. La décision de les relâcher a été prise par le Haut Conseil des taliban qui avait pu déterminer qu'ils étaient réellement des journalistes. "Je tremble encore quand je raconte cette histoire. Ils ne nous ont pas battus, mais mentalement, je ne m'en suis toujours pas remis", a expliqué Aziz Popal au quotidien canadien *Globe and Mail*. Dawa Khan Menapal a précisé : "Pendant notre captivité, les commandants locaux m'ont affirmé que leurs chefs voulaient nous faire comprendre qu'il fallait rester indépendants. (...) J'ai également découvert qu'ils

étaient des auditeurs fidèles de *Radio Azadi*."

Début janvier 2009, un correspondant de la chaîne *Al-Jazeera* a été détenu pendant 30 heures par des djihadistes dans la province de Kunar. Il a été libéré après que les rebelles ont pu vérifier qu'il était bien journaliste.

Certains commandants taliban, notamment le mollah Dadullah, tué en 2007, ou les frères Haqqani, ont proféré des menaces très graves contre la presse. L'ancien ministre taliban de l'Information, Quadratullah Jamal, a déclaré en 2006 : "Certains médias traitent mal les taliban. Par exemple, ils ne diffusent pas nos communiqués. En revanche, ils publient tout ce que l'ennemi affirme, sans chercher à obtenir le point de vue des taliban. Nous tuons tous ceux qui nous traitent ainsi. Nous demandons aux médias de traiter et diffuser de manière impartiale et indépendante nos publications." Dans certaines régions, les taliban, mais également les groupes criminels, utilisent les "lettres de nuit" (*shabnamah*) pour avertir et effrayer les habitants. Un journaliste de Khost a montré à Reporters sans frontières l'une de ces lettres, accrochée la nuit sur la porte du domicile de sa famille. Dans cette mise en garde, un responsable taleb l'avertit qu'il est soupçonné d'être un "espion".



Abdul Samad Rohani

Dans le Sud, l'assassinat du correspondant du *BBC World Service* et de l'agence *Pajhwok*, Abdul Samad Rohani, le 8 juin 2008, à Lashkar Gah, dans la province du Helmand, a fait trembler d'effroi tous les journalistes de la région. Le correspondant a été torturé avant que son corps soit criblé de balles. Si le ministère de l'Intérieur a rapidement fait porter la responsabilité du crime sur les taliban, les informations obtenues par Reporters sans frontières accréditent plutôt l'implication de la mafia de la drogue, voire d'officiels corrompus.

"Les journalistes du Helmand ont repris leur travail. Mais cet assassinat a créé un précédent très dangereux. Il est urgent que la vérité éclate et que l'on sache qui a tué Abdul Samad Rohani", a expliqué le directeur de l'agence *Pajhwok*.

Au cours de ces derniers mois, l'opposition armée a renforcé sa pression sur les médias. Selon les estimations de Reporters sans frontières, au moins dix journalistes ont cessé leur métier ou fui le Sud de peur d'être victimes de représailles. "Les taliban ont adopté une stratégie très élaborée vis-à-vis des médias. Ils veulent être traités à l'égal des autorités, mais nous ne pouvons pas les rencontrer. Nous les citons, mais ils ne sont pas satisfaits. Alors, ils menacent nos journalistes", s'inquiète le directeur d'une radio indépendante présente dans le Sud. "Ils ne croient pas à la liberté de la presse, mais ils ont compris que, sans les médias, ils ne peuvent pas gagner en influence. Comme ils n'ont pas de médias influents, alors ils nous utilisent", explique le rédacteur en chef d'un réseau de radios.

"En 2008, deux de nos journalistes ont été kidnappés. Et ce ne sont pas les pressions venues de Kaboul qui ont permis leur libération, mais celles de leurs clans. Dans l'un des cas, des représentants de la tribu de l'otage sont allés plaider sa cause devant la Chora des taliban à Quetta. Depuis, nous engageons des correspondants dans le Sud et l'Est issus de tribus puissantes", explique le directeur de *Radio Azadi*, qui affirme devoir gérer de plus en plus de situations où ses correspondants sont en danger.

Ces "trous noirs" de l'information s'étendent également aux régions frontalières du Pakistan. Les taliban ont semé la terreur parmi les professionnels des médias dans les zones tribales, notamment au Waziristan ou à Bajaur. Et l'armée pakistanaise n'a pas hésité à kidnapper, agresser ou arrêter des journalistes, témoins gênants des relations entre des éléments des forces de sécurité pakistanaises et les taliban, ou encore de l'implication de l'armée américaine dans la guerre contre les djihadistes sur le territoire pakistanais. Par exemple, les journalistes ont été avertis par les services secrets pakistanaïses de ne pas enquêter dans le district de Pishin, près de Quetta, d'où sont issus des dizaines de jeunes candidats au djihad en Afghanistan.

CONCERNANT LES PROVINCES LES PLUS DANGEREUSES, REPORTERS SANS FRONTIÈRES RECOMMANDE :

1. Aux leaders taliban, de faire cesser les kid-

nappings, les menaces et les attaques à l'encontre des journalistes.

2. Aux autorités, d'accorder plus d'attention au sort des reporters en province, notamment dans le Sud et l'Est.

3. Aux forces internationales, de permettre à la presse d'accéder plus facilement aux zones disputées aux taliban.

4. Aux organisations de journalistes afghanes et internationales, de trouver des solutions qui permettent de protéger les journalistes menacés tout en évitant l'exil, notamment par la création de "safe houses" dans le nord du pays ou en Asie du Sud.

Des dizaines de femmes journalistes réduites au silence

L'impunité qui perdure dans de nombreuses affaires concernant des journalistes afghanes est inacceptable. Ainsi, l'incapacité de la police et de la justice d'arrêter les assassins de Zakia Zaki, directrice de la *Radio de la Paix*, encourage de nouvelles violences contre les femmes journalistes. Depuis l'assassinat de Zakia Zaki, le 6 juin 2007, des dizaines de journalistes afghanes ont été agressées, menacées ou réduites au silence.

Au lieu de faire avancer l'enquête, le ministère de l'Intérieur a convoqué en septembre 2008 l'époux de la journaliste, Abdul Alah Ranjbar, pour l'intimider. "Ils m'ont traité comme un suspect, sous prétexte que des organisations internationales me soupçonnaient. En réalité, le dossier est dans l'impasse. Si la police travaillait sérieusement, elle trouverait des pistes nationales ou locales. Mais des ennemis de Zakia se trouvent toujours au plus haut niveau de l'Etat. Alors, ils préfèrent m'accuser, plutôt qu'enquêter", a expliqué Abdul Alah Ranjbar à Reporters sans frontières. "Dans les mois qui ont suivi l'assassinat, la police avait procédé à des arrestations, mais tous les prévenus ont été libérés après cinquante jours, car le tribunal s'est rendu compte qu'il n'existait aucune preuve contre eux. Ils étaient innocents. La police a fait cela pour régler ses comptes avec ces personnes ou pour donner l'impression qu'elle travaillait. Notre plainte n'a pas abouti, car le procureur demande des preuves matérielles, que la police n'a jamais trouvées", ajoute le mari de Zakia Zaki. Pour

Afghanistan

Sept ans de gouvernement de Hamid Karzaï : quels bénéfices pour la liberté de la presse ?

autant, la *Radio de la Paix* continue d'émettre. "Ces chefs de guerre voulaient faire taire la station, car nous avons de l'influence dans plusieurs régions, notamment à Parvan, dans la Kapisa et le Panchir. Nous sommes gênants", explique-t-il.

Selon la présidente de la Commission des droits de l'homme, Sima Samar : "Les femmes journalistes sont davantage touchées, car, dans le pays, les gens continuent de croire que les femmes sont un problème. C'est la mentalité. Elles sont donc malheureusement plus visées." Dans son rapport sur l'Afghanistan, Sadaf Arshad, de l'organisation South Asia Free Media Association (SAFMA), fait remarquer que "les taliban, les chefs de guerre et les extrémistes religieux ont utilisé la religion et ses interdits pour effrayer les femmes journalistes et les contraindre à quitter leur travail".

Hasamuddin Shams, un journaliste de Herat, dénonce les violences commises par des officiels : "Ils ne savent pas établir des relations normales avec la presse. D'autant plus quand il s'agit d'une femme journaliste. Si elles demandent des informations, elles sont moins bien traitées. Les femmes ne veulent plus être journalistes. Elles quittent la profession ou restent cantonnées à des tâches administratives. Il y a quelques années, 70 %

des étudiants en journalisme à Herat étaient des femmes. Maintenant, elles ne sont plus que 30 %." Le ministère de l'Information s'est mobilisé pour venir en aide à Niloufar Habibi, jeune présentatrice afghane de la chaîne de télévision publique *Herat TV*. Elle a été poignardée et menacée de mort, et vit aujourd'hui réfugiée en France.

Mais la majorité des agressions ne provoquent aucune réaction de la part des autorités. A Mazar-i-Charif, au début de l'année 2008, trois femmes journalistes ont été menacées de mort par des inconnus. "Pourquoi vous travaillez avec les Américains ? Attention, on va vous tuer", "Si tu continues de te montrer à la télévision, on peut enlever ta sœur, ta mère et d'autres membres de ta famille", ont prévenu les auteurs d'appels anonymes. Malgré leurs demandes répétées, les journalistes n'ont jamais obtenu de protection de la police.

Une journaliste de l'agence *Pajhwok* témoigne : "C'est plus difficile pour une femme d'avoir accès aux officiels. Certains refusent les interviews. Et dans la presse, les bons reportages sur les violences contre les femmes sont peu nombreux. Les hommes ne savent pas parler de ces sujets." Azim Noorbakhch, présenta-

"Je revis ce que j'ai subi à l'époque des taliban"

Depuis plus de quatre mois, Nazifa Ehsass, journaliste pour les programmes en pachtoune de VOA TV, ne sort plus de chez elle. "Je suis emprisonnée chez moi, comme à l'époque des taliban. J'aime beaucoup mon travail de journaliste, mais je n'ai pas envie de mourir. J'ai fait une croix sur des années d'études et sur ma carrière", a-t-elle expliqué à Reporters sans frontières. Au début du mois de septembre 2008, Nazifa Ehsass, qui présente régulièrement des reportages sur VOA TV et qui a travaillé pour un magazine féminin



© RSF

Roos, a reçu un appel sur son téléphone portable. Une voix masculine la menaçait : "Tu as enlevé ton tchador et tu travailles pour les Juifs." Après avoir demandé qui était à l'appareil, elle s'est entendue répondre : "Tu sais qui nous sommes !" La nuit, la journaliste a reçu un nouvel appel menaçant. Le lendemain, le même homme s'est expliqué : "Je suis un taleb. Tu sais qui nous sommes. Tu ne peux pas t'échapper." Nazifa Ehsass a contacté le service d'alerte de la police, le 119. Quelques jours plus tard, elle a reçu un courrier l'informant que le numéro identifié appartenait à un commandant taliban en fuite, le mollah Aktar Mohamad. "Vous savez, les taliban ont une volonté très claire de menacer les femmes journalistes, plus que les hommes", explique la journaliste qui regrette qu'après son départ, plus aucune femme pachtoune ne présente les nouvelles sur VOA. Alors que son mari, lui aussi journaliste, a échappé à une tentative d'enlèvement, Nazifa Ehsass a confié à Reporters sans frontières qu'elle n'arrivait pas à imaginer comment sa sécurité pouvait être assurée.

Afghanistan

Sept ans de gouvernement de Hamid Karzaï : quels bénéfices pour la liberté de la presse ?

teur de la télévision d'Etat, confirme que l'espace de liberté des journalistes femmes s'est réduit. Selon lui, "beaucoup d'entre elles utilisent maintenant des pseudonymes féminins ou masculins pour signer leurs articles. Et dans une grande partie du pays, il n'y a toujours pas de féminisation de la presse". Les pressions sur les femmes qui apparaissent à la télévision n'ont jamais cessé. "Le Conseil des oulémas devrait prendre une position claire pour protéger le droit des femmes à s'exprimer à la radio et la télévision", demande un directeur de radio. Dans la région de Herat, les pressions sur les femmes proviennent également du voisin iranien. "Ils redoutent l'influence des télévisions afghanes où les femmes ne portent pas le hidjab obligatoire. Le consulat iranien s'est permis de proférer des menaces, et par ailleurs il finance au moins trois magazines pour promouvoir sa vision de la question féminine", explique un journaliste de Herat.

Sima Samar appelle à la mobilisation contre l'impunité : "Le manque de responsabilité du système judiciaire perpétue la culture d'impunité. Cela pose le problème du manque de confiance envers le gouvernement. Cela concerne les crimes du passé, les crimes contre les journalistes, mais surtout les violences sexuelles."

CONCERNANT LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES JOURNALISTES, REPORTERS SANS FRONTIÈRES RECOMMANDE :

1. Au ministère de l'Intérieur, de prendre les mesures nécessaires pour protéger les journalistes menacées.
2. Au ministère de l'Information, de lancer une campagne auprès des responsables politiques nationaux et provinciaux afin de sensibiliser au sort des journalistes femmes.
3. Aux autorités religieuses, de défendre le droit des femmes journalistes de travailler au même titre que les hommes, y compris à la télévision.

La liberté d'expression, sauf sur les affaires religieuses

Les journalistes afghans sont libres de s'exprimer, tant qu'ils n'évoquent pas de manière

critique le seul sujet véritablement tabou du pays : l'islam. Par la volonté des moudjahidin, l'Afghanistan est devenu, en 2002, une République islamique. Une Constitution prévaut, mais la Charia peut être appliquée. D'autant que le législateur a prévu, dans les articles 130 et 131 de la loi fondamentale, que tout crime non défini par les textes législatifs ou le code pénal doit être puni en vertu de la loi islamique.

En 2002, un séminaire international sur la liberté de la presse avait recommandé que les journalistes soient préservés, par la loi, d'une application rigoureuse de la loi islamique. Mais rien n'a été fait en ce sens. Au contraire, la pression s'est accrue sur les journalistes et tous ceux qui s'expriment librement sur les sujets tabous et l'islam. Reporters sans frontières a constaté une utilisation politique du délit de "blasphème" qui met en danger des pans entiers de la liberté d'expression dans le pays.

Selon le président d'une ONG locale d'aide aux médias, "tous les journalistes pratiquent l'autocensure sur la religion car, à tous les niveaux de l'Etat, la protection de l'islam reste la priorité. Et quand vous touchez à ces sujets, les pressions viennent de toutes parts".

L'Afghanistan est certes un pays d'islam, chiite et sunnite, où la majorité de la population est très attachée au respect de la religion. Mais des intellectuels, des journalistes, des blogueurs ou de simples citoyens ont tenté, au cours de ces dernières années, d'ouvrir de nouveaux espaces d'expression sur ce sujet tabou. Mal leur en a pris. Une dizaine d'entre eux ont été arrêtés, poursuivis en justice, emprisonnés, et souvent obligés de quitter le pays. Et ces voix critiques ne sont pas aussi isolées dans la société que le prétendent les autorités. Ainsi, en 2008, des centaines de journalistes et écrivains ont manifesté dans quinze provinces du pays en faveur de la libération de Perwiz Kambakhsh.

Cet étudiant en journalisme purge, depuis le 27 octobre 2007, une peine de vingt ans de prison à Kaboul pour avoir téléchargé un texte sur la place des femmes dans l'islam. Il a été condamné par une cour d'appel, dont le juge, Abdul Salam Quazizadeh, est un mollah.

Ce dernier est convaincu que Perwiz Kambakhsh a écrit ce texte alors que son auteur réel, un Iranien exilé, s'est dévoilé publiquement. "Toute atteinte au Coran doit être punie. Mais comme Perwiz a déclaré qu'il était un bon musulman, la peine de mort n'était pas nécessaire", a déclaré le juge à un journaliste de *Radio France Internationale*.



Perwiz Kambakhsh

Pourtant, le jeune homme, que la délégation de Reporters sans frontières a rencontré au centre de détention provisoire de la capitale, ne cesse de clamer son innocence : "Depuis le début, j'ai déclaré que j'étais innocent. Selon la loi et la Constitution, je n'ai commis aucun délit. Les deux tribunaux n'ont pas prouvé ma culpabilité et j'ai été condamné seulement à cause des pressions de certaines personnes, et non pas en vertu de la loi. (...) Mon frère peut facilement me rendre visite à Kaboul et les conditions de détention sont meilleures que dans la prison de Pul-e-Charkhi où j'ai été incarcéré. J'ai traversé une période assez difficile là-bas. Ici, nous sommes huit détenus dans une cellule. Nous avons la télé dans la chambre et les responsables de la prison sont assez attentifs", a déclaré Perwiz Kambakhsh à la délégation de Reporters sans frontières qui n'a pas été autorisée à s'entretenir seul à seul avec lui.



Perwiz Kambakhsh

Emu d'avoir reçu un large soutien international, l'étudiant en journalisme a demandé à tous ceux qui ont réclamé qu'il soit puni, d'"examiner réellement mon dossier et de chercher la vérité". Si les autorités interrogées par Reporters sans frontières affirment qu'il ne s'agit pas d'une affaire liée à la liberté de la presse, il n'en reste pas moins que les procédures en première ins-

tance et en appel ont été entachées de graves irrégularités. Tout d'abord, Perwiz Kambakhsh a été torturé par des policiers dans le but de lui faire avouer sa culpabilité, comme l'a démontré un rapport d'un médecin légiste. "Le 22 janvier 2008, ils m'ont conduit au tribunal de Mazar-i-Charif, en fin d'après-midi. Ce n'était pas un tribunal, mais plutôt une cour martiale. J'ai demandé la permission au procureur de pouvoir me défendre, mais il a refusé. En fait, ils m'ont amené juste pour m'annoncer que j'étais condamné à mort", raconte le détenu.

Durant le procès en appel qui s'est déroulé d'avril à octobre 2008, aucun témoin cité par l'accusation n'a été capable d'affirmer qu'il avait reçu le document incriminé des mains de Perwiz Kambakhsh. Un camarade d'université de Perwiz, Ahmed, qui avait soutenu cette affirmation lors du procès en première instance, est revenu sur ses propos, reconnaissant avoir subi des pressions.

La Cour suprême a confirmé la condamnation du journaliste, sans même avoir entendu la défense de l'avocat de Perwiz Kambakhsh. Selon lui, il existe plusieurs raisons "techniques" pour ordonner la libération de son client. Par exemple, le délai de trois mois entre le jugement en première instance et l'appel n'a pas été respecté. Un proche de Perwiz Kambakhsh fait également remarquer que les interférences de personnalités politiques et religieuses reposent sur une imposture juridique. En effet, le Conseil des oulémas de Mazar-i-Charif qui a prononcé en premier la fatwa contre l'étudiant en journalisme, n'a pas motivé sa décision, comme c'est l'usage.

Le président Hamid Karzaï a été saisi du cas de Perwiz Kambakhsh par plusieurs gouvernements étrangers. "Ce jeune homme va être libéré. Ne vous inquiétez pas", a-t-il affirmé à un chef de gouvernement européen en visite à Kaboul fin 2008. Pourtant, des dignitaires religieux et des leaders islamistes continuent de faire pression pour que le jeune homme soit lourdement puni pour "blasphème et diffamation de propos diffamatoires à l'encontre de l'islam".

"Le cas de Perwiz Kambakhsh est un exemple de la politisation de la loi islamique. Et les

L'utilisation abusive de l'article 130 de la Constitution

L'Afghanistan est une République islamique. La Constitution prévaut, mais des moudjahidin ont réussi à imposer la Charia après la chute des taliban qui en avaient fait leur loi unique.

Les récentes plaintes pour "blasphème" ont été instruites devant les tribunaux en vertu de l'article 130 de la Constitution. Me Afzal Nuristani, avocat de Perwiz Kambakhsh, explique les enjeux de ce débat : "Il est important de comprendre comment deux tribunaux ont pu condamner mon client sans que le délit soit inscrit dans aucune loi afghane. Les juges ont utilisé l'article 130 de la Constitution, selon laquelle, dans des affaires où le délit n'est pas défini par la loi, la cour peut avoir recours à la jurisprudence du droit canonique hanafite. Cela permet d'utiliser la jurisprudence islamique comme auxiliaire du droit positif. Mais les tribunaux ne devraient pas pouvoir agir ainsi, car l'article 27 de la Constitution établit qu'aucun acte n'est un délit s'il n'est pas interdit par la loi. Donc ce qui est reproché à Perwiz n'est pas pénalement répréhensible. Télécharger un article n'est pas un délit prévu par la loi afghane. Où les juges ont-ils trouvé que cet acte devait être puni de vingt ans de prison ? Je ne comprends pas."

juges sont plus souvent des mollahs que des experts en droit. Ils se laissent plus facilement influencer par les personnalités religieuses que par les arguments des avocats de la défense", affirme un diplomate européen. "Oui, la condamnation est lourde, mais il reste une étape dans le processus judiciaire", répond le ministre de la Justice. "Le procureur et le juge n'ont pas réussi à prouver qu'un crime avait été commis. Et les deux procédures ont été marquées par des comportements choquants. Et pourtant, il a été condamné à vingt ans de prison", ajoute le même diplomate qui a suivi le procès en appel.



Fazel Ahmad Manawi

Selon le porte-parole du Conseil des oulémas, : "Kambakhsh a insulté le Coran et il devait recevoir une punition exemplaire afin que personne d'autre n'ose faire la même chose. (...) Nous avons demandé une condamnation lourde, mais nous n'avons pas réclamé la peine de mort." La cour d'appel semble avoir entendu la demande des oulémas...

Avant Perwiz Kambakhsh, Mohaqiq Nasab, un mollah et rédacteur en chef du magazine *Haqqoq-e-Zan* (Droits des femmes), avait été emprisonné en 2005 pour avoir publié une analyse sur la place des femmes dans l'islam.

Dans une affaire plus récente liée à la religion, en février 2009, le journal *Payman* a été contraint de fermer. Sous la pression des milieux conservateurs et sous le coup d'une plainte pour "blasphème", les responsables du

quotidien ont décidé de suspendre sa publication. *Payman* avait publié par erreur un texte contenant des commentaires sans fondements sur les religions. Mais, malgré des excuses publiques, les autorités ont engagé des poursuites contre la rédaction et plusieurs leaders religieux se sont déchaînés contre le journal. L'un des employés, Nazari Paryani, a été détenu en janvier pendant huit jours à Kaboul. Six de ses confrères ont été arrêtés pendant quelques heures sur ordre du parquet. "J'ai été arrêté illégalement et contre tous les principes et les lois nationales et internationales. (...) Ils ont expliqué que les ordres venaient du président de la République et du procureur. (...) J'ai été libéré sur ordre du Président, mais je suis toujours sous surveillance judiciaire. Et le dossier contre le journal est toujours ouvert", a affirmé le journaliste à Reporters sans frontières.

Des élus conservateurs et des mollahs ont exploité l'incident pour promouvoir leur agenda politique. Ainsi, le 1^{er} février, le président de la Commission culturelle du Sénat, le molavi Arsala Rahmani a demandé à la justice de "punir les responsables du journal". Non seulement le traducteur, mais également le directeur de publication. De son côté, Sibghatullah Mojaddedi, le président de la Chambre haute, a affirmé que *Payman* ne devait pas être pardonné. Enfin, un responsable du Conseil des oulémas de Herat a publiquement appelé à un châtiement contre le personnel du journal.

Suite à ces déclarations, Nazari Paryani a expliqué qu'il n'osait plus sortir de son bureau et qu'il craignait pour sa vie. Tous les journalistes de *Payman* ont perdu leur travail et plu-

Afghanistan

Sept ans de gouvernement de Hamid Karzaï : quels bénéfices pour la liberté de la presse ?

sieurs ont reçu des menaces de mort.

Reporters sans frontières a également attiré l'attention des responsables afghans rencontrés sur le sort de l'ancien journaliste Ahmed Ghous Zalmai, condamné à vingt ans de prison en septembre 2008, puis en appel en février 2009, pour avoir imprimé une traduction en dari (persan) du Coran. L'imprimeur de l'ouvrage Mohammad Ateef Noori, s'est vu infliger une peine de cinq ans de prison avec sursis. Journaliste de télévision très connu dans les années 1980 pour son ton indépendant, Ahmed Ghous Zalmai a voulu promouvoir le Coran au sein des populations persanophones. Mais il a omis d'imprimer la version originale en arabe aux côtés de la traduction en dari. Un avocat afghan interrogé par Reporters sans frontières a rappelé que la procédure qui a conduit à l'arrestation de l'ancien journaliste est illégale, car elle a été initiée par le Parlement.

Au nom de la lutte contre les "programmes non islamiques", le ministre de l'Information, aidé par le Conseil des oulémas, a tenté en mars 2008 de limiter la diffusion des séries indiennes sur les chaînes afghanes. "Devant ces séries de mauvaise qualité, les jeunes Afghans sont comme des drogués qui n'arrivent pas à arrêter. C'est notre responsabilité de lutter contre ce dumping culturel qui mine les arts afghans", a expliqué le ministre Abdul Khuram à Reporters sans frontières. Une émission de *Tolo TV*, où de jeunes garçons et filles dansaient ensemble, avait mis le feu aux poudres. Le gouvernement n'est pas parvenu à faire interdire ces séries, mais certaines chaînes ont dû accepter des compromis pour éviter la colère des conservateurs. Ainsi, *Tolo TV* a organisé une compétition télévisuelle de récitation du Coran qui a satisfait le ministre, le public et le Conseil des oulémas. "On a gagné une bataille, mais la guerre continue. Les procédures juridiques vont se multiplier, mais sans notre intervention pour faire reculer les chaînes, aujourd'hui on montrerait des femmes nues !", a déclaré un représentant du Conseil des oulémas.

D'autres voix, notamment celle de la présidente de la Commission des droits de l'homme, s'élèvent contre ces séries indiennes de mauvaise qualité, jugeant qu'elles "abais-

sent l'image de la femme". Quoi qu'il en soit, les chaînes afghanes censurent les scènes les plus problématiques afin de respecter les critères fixés par les autorités afghanes.

Sollicité par Reporters sans frontières, le ministre de l'Information a affirmé suivre les dossiers, tout en justifiant les sanctions prises par la justice. "Si nous ne faisons rien, cela apporte de l'eau au moulin des taliban qui affirment que les infidèles sont au pouvoir à Kaboul."

De son côté, le ministre de la Justice rappelle que la Constitution garantit la liberté d'expression, mais qu'il existe une ligne rouge très claire à ne pas franchir s'agissant de l'islam. "N'oubliez pas que la religion était la motivation des moudjahidin", précise le ministre. Et le porte-parole du Conseil des oulémas nie se substituer au pouvoir exécutif : "Nous demandons seulement à la justice et à l'Etat de faire leur devoir. Notre relation avec le président de la République est très bonne. Nous avons besoin l'un de l'autre. Le Président a besoin de notre soutien moral, compte tenu de la présence des forces étrangères et des taliban, qui accusent le pouvoir d'abandonner les valeurs islamiques. De notre côté, nous avons besoin de lui car nous n'avons pas la force ni le pouvoir exécutif."

CONCERNANT LES VIOLATIONS DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION COMMISES AU NOM DU RESPECT DE LA RELIGION, REPORTERS SANS FRONTIÈRES RECOMMANDE :

1. Aux autorités, de libérer Perwiz Kambakhsh, qui n'a commis aucun crime.
2. A la Cour suprême, d'examiner avec la plus grande bienveillance le dossier de l'ancien journaliste Ahmed Ghous Zalmai.
3. A la Cour suprême, de condamner l'utilisation de l'article 130 de la Constitution dans des affaires de délit d'opinion.
4. Aux hommes politiques et religieux, de cesser de politiser le délit de "blasphème".
5. A la communauté internationale, de soutenir les efforts des organisations qui promeuvent la liberté d'expression, y compris sur la question religieuse.

Une loi sur les médias coincée entre le Président et le Parlement

De nombreux journalistes ont exprimé leur exaspération face au blocage par le gouvernement de la loi sur les médias, en discussion depuis plusieurs années. "Tous ces efforts balayés par un ministre qui ne veut pas perdre son pouvoir de décision à la tête des médias publics et de la Commission de vérification des médias. La loi n'est pas parfaite, mais elle offre un cadre", affirme un responsable de l'Union nationale des journalistes d'Afghanistan (UNJA).



Ministre de l'Information Abdul Khuram

"Cette loi est pleine de contradictions. Je ne m'imagine pas en train de l'appliquer. Mais si le pouvoir législatif l'adopte dans le respect des règles et qu'elle est promulguée au journal officiel, alors je devrai l'appliquer", a répondu le ministre de l'Information, Abdul Khuram, à la délégation de Reporters sans frontières. "Pour lever le blocage, il suffit que le Parlement procède à un recompte des voix et que la majorité obtenue représente les deux tiers plus un", précise-t-il.

Les responsables des organisations de journalistes sont d'un tout autre avis. "La loi a été adoptée par plus des deux tiers du Parlement. Certes, par un vote à main levée, mais ce sont les représentants du peuple qui ont parlé. Et le ministre n'a aucun droit de s'y opposer. Le gouvernement a volé la loi", clame Fahim Dashty, porte-parole de l'UNJA. Le journaliste déplore le manque de soutien de la communauté internationale sur ce sujet.

Le texte est de fait victime des difficultés qu'éprouvent le Parlement et le gouvernement à travailler ensemble. Interrogé par Reporters sans frontières, le ministre de la Justice s'est montré rassurant : "Nous allons trouver une solution. Les journalistes n'ont pas à s'inquiéter."

Le ministre de l'Information cherche aussi à dédramatiser cette affaire : "Nous ne sommes pas dans une situation de vide juridique. Il y a

déjà une loi. Elle n'est pas si mauvaise. (...) Nous avons également la responsabilité de limiter les dégâts causés par une privatisation excessive du secteur médiatique. La plupart de ces médias privés ne respectent pas les règles éthiques. Ils accusent tout le monde, sans preuves. Moi-même, j'ai été insulté."

Pour Sima Samar, présidente de la Commission des droits de l'homme en Afghanistan, l'"outil de protection le plus important est la mise en place de lois, ce qui n'est malheureusement pas le cas dans le pays. Les médias qui ne sont pas sous le contrôle de l'Etat subissent des intimidations, des menaces et s'autocensurent." Selon son avis, le ministre de l'Information, accusé de bloquer la promulgation de la loi, "devrait dire que ces lois sont acceptées par tous et qu'elles sont nécessaires à la démocratisation du pays".

Ce retard dans l'adoption de la loi a compromis l'indépendance éditoriale des médias publics. Malgré les promesses, la télévision, la radio et les journaux d'Etat sont toujours inféodés au gouvernement, et notamment au ministère de l'Information et à la présidence. En province, les gouverneurs ont souvent pris le contrôle des branches locales des radios et télévisions, pour servir leurs intérêts.

Pour ces médias, l'aide internationale a permis d'améliorer la qualité des programmes, mais la liberté de ton n'est toujours pas garantie. Et l'on peut craindre qu'à la veille des élections, le contrôle éditorial se renforce.

La délégation a recueilli beaucoup de jugements critiques à l'égard de l'actuel ministre de l'Information et de la Culture, accusé d'être le relais des positions conservatrices dans la société. "Au lieu de protéger le journalisme et la liberté de la presse, le ministre essaye de tout bloquer", affirme une militante des droits de l'homme. Abdul Khuram répond à ces accusations : "Je travaille à défendre la liberté de la presse, mais aussi à celle de notre culture et de nos valeurs." Dans certains discours, le ministre a tenu des propos très durs à l'encontre des médias qui se retranchent derrière le concept de la liberté d'expression, lequel est imposé, selon lui, par la communauté internationale. Fin 2008, le ministre a déclaré devant le Parlement, à propos des

programmes indiens : "Plusieurs fois, des représentants de la communauté internationale ont entravé mon action auprès du procureur pour que des poursuites soient engagées. Mais j'ai réussi. (...) Nous travaillons sous la pression de forces internes et externes. Certains responsables de médias vivent avec leurs enfants à l'étranger, mais diffusent dans notre pays des programmes immoraux."

Actuellement, les délits de presse doivent être examinés en premier lieu par la Commission de vérification des médias, au sein de laquelle siègent le ministre de l'Information, et des représentants des médias et du Parlement. Mais à plusieurs reprises, notamment lorsqu'il s'agit de dossiers liés à la religion, le procureur n'a pas attendu les recommandations de la Commission avant d'ordonner l'arrestation d'un journaliste ou de faire procéder à une perquisition.

CONCERNANT LE BLOCAGE DE LA LOI SUR LES MÉDIAS ET LA CADRE JURIDIQUE RÉGISSANT LA PRESSE, REPORTERS SANS FRONTIÈRES RECOMMANDE :

1. Au gouvernement de promulguer sans délai du projet de loi sur les médias.
2. Au ministère de la Justice et au Parlement, d'entamer un processus législatif pour dépenaliser les délits de presse.
3. Au ministère de l'Information, de favoriser l'indépendance éditoriale des médias d'Etat.

Querelles politiques par médias interposés

"Nous étions à deux doigts de l'émeute. Les deux communautés s'affrontaient par chaînes de télévision interposées", se souvient l'un des responsables de l'Union des journalistes. Fin 2008, la chaîne *Tamadon* (proche de leaders chiites) s'est opposée aux télévisions *Emroz* et *Shemshad*. Une manifestation a même été organisée devant les locaux de *Shemshad* et l'un des responsables de la chaîne a été victime d'un attentat, qui n'a heureusement pas fait de victimes. Au-delà des médias impliqués, ce sont leurs soutiens étrangers, notamment l'Iran ou le Pakistan, qui s'affrontent pour gagner en influence. Un journaliste de *Tamadon* confesse

les difficultés à faire fi des ordres des patrons de presse : "Les journalistes ont besoin de vivre. Ils sont alors obligés de suivre les ordres des propriétaires. Parfois contre leur volonté."



Fahim Dashty

Les médias indépendants afghans existent, mais ils sont minoritaires. "C'est simple, vous regardez si un média dispose de pages de publicité. S'il n'en a pas du tout, cela veut dire qu'il est financé par

un parti politique ou un pays étranger", explique Fahim Dashty, directeur du *Kabul Weekly*, qui lutte pour maintenir son indépendance financière. "Dans quel pays une puissance voisine peut-elle financer trois chaînes de télévision ? L'influence de l'Iran s'est accrue, mais c'est également le cas du Pakistan et des Etats-Unis", ajoute un journaliste de la télévision d'Etat. Le vice-président Karim Khalili, l'ancien président Burhanuddin Rabbani, le chef de guerre ouzbek Abdul Rashid Dostom, le chef de guerre tadjik Najibullah Kabuli, le frère du président Hamid Karzaï et l'ayatollah chiite Mohammad Asef Mohseni ont tous investi dans une télévision ou un journal pour promouvoir leurs positions politiques.

"Il existe de plus en plus de médias, mais leur qualité baisse. Surtout, il est évident qu'ils ont un agenda politique et religieux dicté par les pays voisins", affirme Mujeeb Khalvatgar de l'Open Society Institute, qui soutient les médias afghans. "L'ethnicisation et la politisation de la presse mettent les médias indépendants dans une position délicate, car nos efforts ne sont plus reconnus", confie de son côté Barry Salam, responsable d'un réseau de radios.

Le chef du bureau de Kaboul des services persan et pachtou du *BBC World Service*, Ismail Saadat, est encore plus sévère : "Les journalistes sont obligés de servir les intérêts des factions, car le système repose sur la corruption, le favoritisme et les relations personnelles. Nous sommes dans une période difficile pour le journalisme afghan, avec une guerre civile de plus en plus intense et certains

Afghanistan

Sept ans de gouvernement de Hamid Karzaï : quels bénéfices pour la liberté de la presse ?

propriétaires de médias jouant la carte de la division." La présidente de la Commission des droits de l'homme d'Afghanistan regrette que "les divisions entre les journalistes les mettent dans une position de faiblesse. Ils devraient au moins s'unir sur la question de la défense de la liberté d'expression".

Cette politisation des médias fournit aux officiels de nouvelles raisons de les critiquer. "Comme il n'y a pas de transparence sur les bailleurs de fonds des médias (...), je ne regarde pas la télévision et je ne lis pas les journaux. C'est une perte de temps", a déclaré le ministre de la Justice à Reporters sans frontières. Le ministre de l'Information abonde dans ce sens : "Comme la loi sur les partis politiques interdit les aides de pays étrangers, les médias sont un moyen pour les puissances étrangères de financer leurs protégés en Afghanistan."

De nombreux journalistes afghans ont insisté sur les difficultés économiques rencontrées par la profession. "A part une minorité qui travaille pour les médias étrangers, la majorité des journalistes afghans n'ont pas signé de contrat, sont mal payés et vivent dans une certaine précarité. Cela n'aide pas à renforcer l'indépendance des rédactions", se lamente Ekram Shinwari, de VOA.

CONCERNANT L'UTILISATION PARTISANE DES MÉDIAS, REPORTERS SANS FRONTIÈRES RECOMMANDE :

1. Aux propriétaires de groupes de presse, d'établir une frontière étanche entre eux et les rédactions.
2. Aux propriétaires de médias, d'améliorer la situation contractuelle et salariale de leurs employés, condition sine qua non pour le renforcement de leur indépendance.
3. Aux organisations de journalistes, de s'unir afin de mieux défendre la liberté de la presse et de s'accorder sur un code de conduite.
4. Aux institutions, de s'engager à créer un Conseil indépendant des médias, incluant la profession et la société civile, pour favoriser l'autorégulation.

Entre manipulation et mensonge, un accès difficile à l'information

"Les forces étrangères ne donnent pas d'informations crédibles sur les opérations militaires, et notamment le nombre de victimes parmi les civils afghans. C'est une forme de manipulation de l'information sur un sujet très sensible", dénonce un responsable de l'agence *Pajhwok*. Le capitaine Mark Windsor, porte-parole de l'ISAF, a expliqué à Reporters sans frontières que ses services fournissaient des informations "vérifiées et authentiques". "Nous ne sommes pas comme les taliban qui envoient des informations complètement mensongères. Alors, certes, cela prend plus de temps, mais nos informations reflètent la réalité de nos opérations", précise l'officier. Le porte-parole de l'ambassade américaine à Kaboul balaie d'un revers de la main la "propagande des taliban". "Comment un journaliste peut-il mettre sur le même plan des mensonges envoyés par les taliban et les informations recoupées par les forces de la coalition ? Cela n'a rien à voir", selon Mark Stroh. Le capitaine Windsor renchérit : "C'est notre intérêt et notre devoir de donner de vraies informations. Et il est regrettable que certains médias afghans nous imaginent capables, par exemple, de cacher le nombre de soldats tués au combat."



Les journalistes afghans et étrangers rencontrent d'énormes difficultés pour couvrir les opérations militaires de l'ISAF ou des forces américaines. Parfois

très meurtrières, y compris pour des civils afghans, ces "bavures" sont au cœur des protestations contre la présence des forces étrangères dans le pays. Selon un récent sondage, 77 % des Afghans interrogés estiment que les frappes aériennes sont inacceptables. "L'incapacité des forces internationales à reconnaître la réalité de ces victimes civiles, malgré les preuves évidentes que nous pouvons recueillir, est l'une des raisons de l'échec de la communauté internationale", analyse Carlotta Gall, correspondante du *New York Times*. En 2007, l'ISAF avait adressé une plainte à la direction du journal, à New York, après un

Afghanistan

Sept ans de gouvernement de Hamid Karzaï : quels bénéfices pour la liberté de la presse ?

reportage sur une bavure lors d'une frappe aérienne à Farah.

"La presse est en attente d'informations sur ces bavures, mais il est souvent impossible d'avoir un chiffre réel et d'effectuer des vérifications sur le terrain. Parfois, entre les chiffres des taliban et ceux de l'ISAF, l'écart est de un à dix. Toutes les parties sont alors fâchées si vous ne citez pas leur chiffre", affirme une ancienne correspondante de médias européens. "L'ISAF et les officiers de Bagram nous demandent d'être plus professionnels et de vérifier nos informations. Mais quand nous apportons des preuves matérielles des bavures, ils continuent de les contester. Et aucun officier ou soldat n'est sanctionné pour la mort de ces civils", explique Danish Karokhel, directeur de *Pajhwok*. Le 20 janvier dernier, le colonel américain Greg Julian l'a verbalement intimidé, l'accusant de ne pas savoir ce qu'est le journalisme. L'agence venait d'apporter de nouveaux éléments relatifs à un incident survenu dans le district de Tagab, au cours duquel quinze civils avaient été tués par les forces américaines. Celles-ci ont maintenu qu'il s'agissait de taliban. Une semaine plus tard, l'armée américaine distribuait pourtant des compensations financières aux familles des victimes...

Comme a pu le constater Reporters sans frontières, dans le cas d'un événement important lié au conflit en cours, il existe au moins cinq versions différentes des faits : celle des taliban, celle du ministère de la Défense, celle de la présidence, celle de l'ISAF et celle des rares témoins directs qui acceptent de parler à la presse. Et la version des taliban est souvent la première à être communiquée à la presse.

Par exemple, lors d'un entretien conduit par Reporters sans frontières à Kaboul, un journaliste afghan a reçu le SMS suivant, signé des initiales du chef des taliban dans le sud du pays : *Ebrat, résultat de la punition. Trois véhicules détruits. QYA*. "Je ne peux pas l'utiliser tel quel. Je dois contacter les autorités ou les forces internationales sur cet incident. Si c'est vrai, je vais citer les taliban à la fin de la nouvelle. Mais si je ne l'utilise pas, les taliban sont mécontents. Et je me retrouve en danger", explique ce correspondant d'une radio internationale. Les pressions des différentes parties sont par-

ticulièrement fortes sur les journalistes des radios et des agences de presse. En effet, 88 % des foyers afghans possèdent un récepteur de radio, selon une enquête des Nations unies, alors que 1 % lit régulièrement un journal.

Des journalistes expriment leur désarroi face aux difficultés rencontrées pour vérifier de manière indépendante le bilan des victimes civiles d'opérations militaires. "Nos règles de sécurité sont strictes. Les régions où cela se déroule sont dangereuses et nous sommes débordés par le nombre d'informations à traiter. Finalement, il est difficile de se rendre sur le terrain. On dépend de nos sources, mais elles sont contradictoires", explique le collaborateur afghan d'une agence de presse étrangère.

Pour répondre aux attentes de la presse, l'ISAF a mis en place, en septembre 2008, des "Media action team". Il s'agit d'un groupe de journalistes sélectionnés qui serait conduit par les militaires sur les lieux d'un incident. "Nous avons essayé de le mettre en place une fois. Mais comme pour des raisons de sécurité, nous ne pouvons pas garantir la possibilité de conduire les journalistes sur les lieux précis de l'incident, ils ont refusé", explique le capitaine Windsor. "Pourquoi participer à ce groupe si on se retrouve à 20 kilomètres du village concerné ? Cela ne permet pas de confirmer quoi que ce soit de manière indépendante et cela ajoutera de la confusion aux relations entre la presse et les militaires", rétorque un correspondant étranger.

Par ailleurs, plusieurs photographes de presse et cameraman se plaignent de la nervosité des soldats de la coalition et des agents de la garde présidentielle. "Ils bousculent et effacent les clichés quand cela ne leur plaît pas", témoigne un correspondant de l'AFP. A Herat, un stringer de l'agence française a vu ses clichés effacés par des soldats américains alors qu'il couvrait une attaque suicide. La presse se plaint également de ne pas avoir accès au centre de détention géré par les Américains sur la base de Bagram.

Interrogé par Reporters sans frontières sur ces frictions entre journalistes et soldats, le capitaine Windsor, de l'ISAF, affirme ne jamais avoir été informé d'un incident de ce type.

Son adjoint a montré à la délégation le guide de procédure utilisé par les soldats britanniques présents en Afghanistan. Dans le chapitre relatif aux relations avec la presse, il est indiqué en lettres majuscules "BE POLITE" et "Ne pas bousculer les journalistes".

Plusieurs pays engagés militairement acceptent d'accueillir des journalistes "embarqués" ("embedded") dans leurs unités. Certains affectent à chaque reporter un militaire pour l'accompagner. C'est le cas de l'armée française. "C'est pour leur sécurité, pour ne pas gêner le travail des soldats et éviter les discours du typique 'caporal stratégie' qui témoignera auprès du reporter de réalités qui lui échappent", précise le lieutenant-colonel Jérôme Sallé. Si la majorité des journalistes sont satisfaits de la coopération avec les militaires, un reporter français récemment dépêché en Afghanistan regrette cette uniformisation du discours sur l'engagement militaire. "Les soldats devraient avoir le droit de s'exprimer librement sur la situation sur le terrain et leur rôle en Afghanistan", précise-t-il.

Des journalistes ont déploré que, trop souvent, les versions officielles sont les plus longues et les plus difficiles à obtenir. "Il est plus facile d'avoir des informations des taliban que du gouvernement. Leurs porte-parole ne sont jamais énervés quand on les contacte le soir ou le vendredi. Ce qui n'est pas le cas de certains fonctionnaires", précise l'un des journalistes de l'AFP. Un confrère du *BBC World Service* revient sur ce problème d'accès aux informations : "Obtenir un rendez-vous avec un officiel est souvent très long. Beaucoup ne veulent pas évoquer les sujets sensibles. Mais il existe des exceptions, notamment le ministre de la Justice, qui a même répondu à mon appel à minuit."

Pour améliorer la communication officielle, le gouvernement a créé un Centre des médias. Ses responsables ont expliqué à Reporters sans frontières qu'ils allaient pouvoir fournir à la presse des informations précises sur tous les sujets. "Notre centre a pour but de faire évoluer les ministères et les institutions afghans vers la modernité, en termes de communication. Mais il faut également comprendre les officiels qui se plaignent des journalistes car derrière leurs questions, il existe un

agenda politique hostile", affirme le directeur du centre, Baryalai Helali. Le porte-parole du président, Humayun Hamidzada, a détaillé les mesures destinées à fluidifier la communication des autorités : formation de conseillers de presse et de porte-parole, réunion sur la communication entre le chef de l'Etat et ses ministres, coordination avec la communauté internationale et création du Centre des médias.

CONCERNANT L'ACCÈS À L'INFORMATION, REPORTERS SANS FRONTIÈRES RECOMMANDE :

1. Au gouvernement, d'envisager la rédaction d'une loi facilitant l'accès à l'information, s'appliquant également aux forces étrangères présentes dans le pays.
2. Aux forces américaines, d'autoriser l'accès des journalistes à la prison de Bagram, surnommé le "Guantanamo afghan".
3. A l'ISAF et aux forces américaines, de mettre en place les "Media action team", en incluant des journalistes afghans, chaque fois qu'un incident impliquant des civils est rapporté par la presse.

CONCLUSION

La situation de la liberté de la presse se dégrade en Afghanistan et il est de la responsabilité du gouvernement d'enrayer cette évolution inquiétante. Le pays ne pourra continuer à progresser vers la démocratie et se développer sans une presse libre et indépendante. Le président Hamid Karzaï et son gouvernement, mais également la communauté internationale, doivent se saisir pleinement de ce dossier et prendre des mesures pour permettre aux journalistes afghans et étrangers de travailler dans de meilleures conditions. Les chantiers sont nombreux, mais le gouvernement ne pourra pas redonner espoir aux Afghans, frappés de plein fouet par la guerre et la crise économique, sans garantir liberté et sécurité aux médias.

Il existe aujourd'hui des groupes de presse indépendants et rentables, notamment *Killid* ou *Moby Capital*. Mais ces entreprises de presse respectées ne sont pas protégées pour autant. La directrice de l'hebdomadaire *Killid*, Najiba Ayubi, a été menacée de mort à plu-

Afghanistan

Sept ans de gouvernement de Hamid Karzaï : quels bénéfices pour la liberté de la presse ?

seurs reprises. Et en 2008, des policiers ont mené une perquisition musclée dans les locaux de *Tolo TV* à Kaboul.

Les médias afghans sont capables de jouer leur rôle de "quatrième pouvoir". En 2008, par exemple, quand la vague de kidnappings s'est abattue sur Kaboul, la presse s'est mobilisée pour dénoncer l'inaction des autorités. Le gouvernement a été obligé de réagir, en limogeant le ministre de l'Intérieur, ce qui a sensiblement amélioré la situation. Mais une fois encore, les enquêtes étaient périlleuses car les mafieux profitaient de complicités au sein de la police. "Vingt minutes après avoir appelé un officier de police pour vérifier des informations sur le kidnapping d'un proche du roi, j'ai reçu des menaces sur mon portable. Voilà comment on nous protège !", se rappelle Fahim Dashty, du *Kabul Weekly*.

Pour Reporters sans frontières, le gouvernement afghan doit prendre cette question à bras-le-corps et rappeler fermement qu'il ne laissera pas l'impunité s'installer concernant les violences commises contre des journalistes. Beaucoup vivent dans la crainte et il est de la responsabilité des autorités de prendre des mesures pour leur permettre de travailler sereinement. Il est déplorable qu'au cours des derniers mois, une dizaine de femmes journalistes aient été obligées d'abandonner leur travail, en raison de menaces. Elles ont rarement bénéficié de la protection nécessaire.

Les autorités doivent se montrer plus efficaces dans les enquêtes relatives aux journalistes assassinés ou victimes de menaces. Elles doivent mener de réelles enquêtes pour identifier les auteurs. L'impunité dans les assassinats de Zakia Zaki et Abdul Samad Rohani est inacceptable.

Alors que l'amélioration de la situation sécuritaire est devenue l'unique priorité de l'administration américaine et de ses alliés, les médias indépendants s'inquiètent du manque de soutien de la communauté internationale. L'envoi de milliers de soldats supplémentaires ne suffira pas à résoudre la crise afghane. Les forces internationales devraient avant tout contribuer à renforcer le processus de démocratisation du pays, ce qui passe inévitablement par le maintien d'une presse libre.

"Le gouvernement utilise l'excuse sécuritaire

pour refuser des avancées pour les médias et les droits de l'homme. Et les personnalités islamistes, comme Abdul Rab-Rasoul Sayyaf ou Haji Mohammed Mohaqeq, n'ont jamais été aussi influentes dans le gouvernement et au sein du système judiciaire", s'inquiète un diplomate scandinave.

Reporters sans frontières est très préoccupée par la politisation d'affaires liées à l'islam. La fermeture de *Payman*, l'emprisonnement de Perwiz Kambakshk ou encore les attaques répétées contre les chaînes de télévision indépendantes relèvent de la manipulation politique et non de la défense de la religion d'Etat.

L'avocat Afzal Nuristani analyse de la façon suivante les interférences répétées des religieux : "En Afghanistan, nous avons commencé à expérimenter la démocratie et les gens commencent à croire au pouvoir du peuple, notamment grâce aux médias. Certains groupes n'aiment pas ça, car leur pouvoir est basé sur l'ignorance des gens. Quand la jeunesse, les journalistes et les intellectuels créent de nouveaux espaces de démocratie, cela affaiblit les puissants."

Plus généralement, Reporters sans frontières demande des engagements concrets du gouvernement en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'homme. Il est regrettable que, sept ans après sa création, la Commission des droits de l'homme ne reçoive toujours pas de fonds publics, comme le recommandent les "Principes de Paris" relatifs à aux commissions des droits de l'homme. Bien au contraire, puisqu'en 2007, le président de la République a pris à partie la présidente de la Commission après des déclarations critiques sur le fonctionnement du système judiciaire du pays.

Il serait impensable que les autorités de Kaboul, notamment le président Hamid Karzaï et son éventuel successeur, continuent de demander un soutien plus large de la communauté internationale quand, au même moment, dans le pays, des juges, des procureurs, des responsables politiques, des chefs religieux s'en prennent à des journalistes et des défenseurs de la liberté d'expression, souvent en recourant à la violence.